

Le prolétaire

bimensuel parti communiste international (programme communiste)

CE QUI DISTINGUE NOTRE PARTI : La revendication de la ligne qui va de Marx à Lénine, à la fondation de l'Internationale Communiste et du Parti Communiste d'Italie (Livourne, 1921) ; la lutte de la Gauche Communiste contre la dégénérescence de l'Internationale, contre la théorie du « socialisme dans un seul pays » et la contre-révolution stalinienne ; le refus des Front populaires et des blocs de la Résistance ; la tâche difficile de restauration de la doctrine et de l'organisation révolutionnaires, en liaison avec la classe ouvrière, contre la politique personnelle et électoraliste.

Correspondance :
20, rue Jean-Bouton - 75012 Paris
Versements :
Chèque bancaire ou
C.C.P. 2.202-22 Marseille

Abonnements :
1 an : 30 F (300 FB)
6 mois : 15 F (150 FB)
pli fermé : 44 F et 23 F
« programme communiste »
1 an : 32 F (320 FB)

13^e ANNEE — N° 216
LE NUMERO : 1,50 FF
15 FB - 1 FS
du 20 mars au 2 avril 76

Communisme contre démocratie

Si on voulait résumer l'impressionnante masse de platitudes produites par le laborieux accouchement du PCF « nouveau style », une grosse partie tiendrait dans cette formule rabâchée jusqu'à l'écoeurement : « le socialisme, c'est la démocratie jusqu'au bout ».

Quel sens peut avoir une telle formule pour nous, marxistes ? La première chose à remarquer, c'est que dans la mesure où la démocratie se réfère à une forme du pouvoir, à une forme de l'Etat, le communisme qui s'assigne comme but final la suppression de l'Etat, — c'est-à-dire de la violence organisée et systématique —, se fixe aussi nécessairement comme but la suppression de la démocratie. On se souvient qu'Engels critiquait le terme de « social-démocratie » justement pour cette raison qu'il alimentait une confusion sur le but du mouvement et il militait pour le terme exact de communiste pour désigner le parti de l'émancipation prolétarienne.

Ainsi, démocratie et communisme s'opposent dès l'origine sur le but final et c'est pourquoi, dès le début, les communistes s'organisent dans un parti distinct.

Mais ceci n'empêche pas que dans la lutte politique, la démocratie ait joué un rôle révolutionnaire que le marxisme n'a pas hésité à reconnaître.

D'ailleurs le communisme, comme parti indépendant, naît à l'époque où la démocratie n'a pas fini son combat contre le féodalisme et possède encore l'initiative historique, bien que les premiers coups de boutoir prolétariens contribuent puissamment à émietter sa combativité.

Le prolétariat participe au mouvement antiféodal avec ses exigences propres, de façon radicale, conséquente : il est la seule classe « révolutionnaire jusqu'au bout ». Il n'y participe pas seulement parce qu'il est intéressé à l'élimination des vieux restes qui entravent sa lutte mais aussi pour la radicaliser au maximum : en effet de nouvelles institutions qui seraient le résultat d'un profond mouvement populaire dont il est la fraction la plus résolue pourraient ainsi tomber entre ses mains. La question politique est la suivante : la république, la démocratie seront-elles bourgeoise et parlementaire ou rouge et « communale » ? S'appuieront-elles sur la vieille armée et l'Eglise ou sur le peuple en armes qui doit briser le corps des officiers et l'Eglise ? Donneront-elles le minimum de liberté indispensable à la bourgeoisie pour participer à la gestion de ses affaires ou le maximum de liberté nécessaire pour entraîner les larges couches du « peuple » dans le mouvement, ce qui les mettrait sûrement derrière les noyaux prolétariens qui dans la lutte n'ont rien à perdre que leurs chaînes ?

De toute façon, la « démocratie » ne se comprenait que conquise par la violence. Le Manifeste de 1848 mettait comme condition au socialisme la « conquête de la démocratie », qui était synonyme de conquête du pouvoir politique, et la Nouvelle Gazette Rhénane pouvait s'intituler « organe de la démocratie ».

La révolution russe a été parfaitement en règle avec la perspective de la révolution en permanence tracée par Marx pour l'Allemagne de 1848 et elle ré-

pondit à ces espoirs. La lutte, qui prenait appui sur les exigences du prolétariat et de la paysannerie, ne fit-elle pas tomber le pouvoir dans les mains du prolétariat, ne fit-elle pas de la république soviétique « ouvrière-paysanne » entraînant les larges couches de la population dans la participation à l'Etat, une république à pouvoir prolétarien ?

Et n'était-ce pas un formidable moyen de propagande face aux démocrates naïfs de dire que la république des soviets, privant de droits politiques la bourgeoisie, était mille fois plus démocratique que la plus démocratique des démocraties bourgeoises, par les larges libertés qu'elle accordait aux larges masses de s'organiser et de participer à l'Etat ?

Mais les bolchéviks, pas plus que Marx, n'ont jamais sacrifié à un prétendu « principe démocratique » qui n'existe que dans l'imagination des libéraux et des démocrates bourgeois, un « principe » devant lequel aurait dû s'arrêter le mouvement social, un « principe » toujours invoqué par les démocrates puis par les renégats du marxisme, les opportunistes hypocrites qui, comme Kautsky, refusaient la dictature du prolétariat au nom des normes éternelles de la « démocratie pure ».

*

C'est qu'en réalité le capitalisme avait déjà mûri au point de ne plus se survivre qu'au prix de guerres impérialistes. Les institutions démocratiques, qui ont favorisé la transformation et le développement de la société bourgeoise, avaient déjà « terminé leur rôle progressif », à tel point que, comme le remarque Rosa Luxemburg dans sa polémique avec Bernstein, « elles pourraient être supprimées sans que l'administration, les finances, l'organisation militaire [aient] besoin de revenir aux formes antérieures à la Révolution de mars 1848 en Allemagne », et qu'elles peuvent devenir une entrave à la lutte contre le prolétariat.

Fallait-il alors réclamer, devant le « caporalisme croissant » de l'Etat — qui se révéla dans toute son ampleur dans les républiques les plus démocratiques pendant la première guerre, et plus tard avec le fascisme —, le retour à la démocratie ? Il était clair pour le marxisme révolutionnaire que l'on ne pouvait combattre cette tendance que par la révolution prolétarienne, de même que l'on ne peut combattre les monopoles que par le socialisme et non par un impossible recours à la libre concurrence, dont les partisans furent ridiculisés par Lénine comme les « derniers Mohicans de la démocratie ».

Mais si la démocratie a épuisé son rôle progressif, elle n'a pas épuisé tout son rôle, car elle s'est avérée un puissant instrument dans les mains des classes dominantes pour corrompre les chefs ouvriers et les lier à l'Etat sur la base d'une distribution générale des miettes des pillages impérialistes.

C'est ainsi que le terme de démocratie, qui hier encore était synonyme de conquête violente du pouvoir par les larges masses,

signifie aujourd'hui respect général des règles formelles qui assurent le passage indolore des rênes du pouvoir d'un parti ou d'une coalition à l'autre. Plus rien de subversif, plus rien de révolutionnaire, plus rien que le respect superstitieux de l'ordre établi inculqué aux masses ouvrières par l'opportunisme ouvrier

DANS CE NUMERO :

- Sur le fils du temps : Tartuffe, ou le pacifisme (2).
- Lutte prolétarienne et luttes des demi-classes.
- Les ouvriers espagnols à l'avant-garde.
- L'exemple de l'horlogerie suisse : les licenciements sont aussi au féminin.
- Solidarité avec les grévistes de MATISA (Suisse) !
- Salut aux ouvriers mauriciens !
- Des cantonales politiques... au cantonalisme « révolutionnaire ».

vendu à son Etat, sous couleur de « voies pacifiques et parlementaires au socialisme ».

Avions-nous intérêt, nous marxistes, à exhumer, devant tout ce conformisme stérilisant, le côté progressiste que l'histoire avait désormais ôté à la démocratie, alors que du point de vue théorique ce mot n'exprime pas notre programme et ne caractérise pas le pouvoir du prolétariat, qui est le pouvoir d'une classe et non le « pouvoir du peuple », expression vide de sens ?

(suite page 4)

Défense des chômeurs

L'exigence d'une lutte résolue

Il pourrait y avoir un million de chômeurs de moins de 25 ans à l'automne prochain : entre deux tours aux urnes, les ténors de la bourgeoisie, Chirac et Ceyrac, et ceux de son « opposition loyale », les directions opportunistes du PC et de la CGT ont avancé leurs « solutions ».

Que propose la bourgeoisie ? Du vent pour les ouvriers, le rêve réactionnaire de devenir petit patron pour les chômeurs « qualifiés », un peu de beurre (électoral) dans les épinards des petites et moyennes entreprises qui ont survécu, des gros sous dans la sébille du patronat tendue le 10 mars par le CNPF, avec son « plan » réclamant une part accrue de l'Etat dans le financement des contrats emploi-formation, et visant à s'assurer, surtout, une main-d'œuvre corvéable à merci, facile à licencier et sous-payée.

M. Chotard, vice-président du CNPF, promet royalement aux moins de 25 ans ainsi engagés « pour la période de travail une indemnité égale à 50 % du SMIC, et pour le « temps de formation » (de 4 à 12 heures par semaine, en réalité), une indemnité égale au SMIC et la prise en charge des frais d'enseignement » : bref, de la moitié aux deux tiers du SMIC (salaire minimum, il faut le rappeler), avec en prime une « priorité à l'embauche à l'expiration du délai » du contrat (6 mois, un an) : en clair, le droit d'être mis à la porte pour raison économique, politique, ou les deux, la condition d'apprenti pour tous.

Que propose l'opportunisme ? Pour les revendications immédiates, rien qui puisse heurter ces messieurs les « partenaires sociaux » dont les larbins réformistes, reconstituant leur décor chéri, celui des tables rondes de ministères, avaient installé les chaises vides face aux six cents délégués de leurs « comités de jeunes sans emploi » : un « minimum de ressources » qui varie, selon les discours et les circonstances, entre la moitié et les deux tiers du SMIC. Des revendications dont le Figaro loue le « réalisme » comme « la garantie des transports pour permettre aux chômeurs de trouver un emploi » ; une « planification » digne des commissions gouvernementales du remplacement des retraités par des jeunes, et les plus classiques mensonges sur la formation-promotion chère à l'aristocratie ouvrière.

Les moyens de lutte ? Aux participants de leurs Etats Généraux, les bonzes ont proposé la « rédaction de cahiers de doléances », l'envoi d'une délégation à Matignon et au C.N.P.F. pour « présenter le plan CGT de relance » et... la promesse toujours reculée de mouvements de grande ampleur « pour l'automne » (c'est toujours la prochaine saison qui sera chaude !).

Tout cela est canalisé dans la perspective d'ensemble de la collaboration avec la bourgeoisie pour « juguler la crise » : « Votre action pour le métier, pour l'emploi non seulement est légitime, mais elle est indispensable pour arracher au pouvoir les mesures dont notre économie a besoin » (message de Marchais aux jeunes, l'Humanité du 12-3-76).

Les bonzes transformeront la révolte de la base en avertissements sentencieux sur le danger que représente pour l'économie nationale

(suite page 2)

Lutte prolétarienne et luttes des demi-classes

Le capitalisme projette chaque jour de nouvelles couches de la population dans l'insécurité et le chômage, dans la misère, l'humiliation quotidienne et l'oppression qui font la condition du prolétariat. Les périodes de crise renforcent naturellement cette tendance : de même qu'elles ôtent à de larges couches ouvrières les petits avantages que permettait la marche forcée de l'accumulation « tranquille », elles sapent les privilèges de l'aristocratie ouvrière et des couches intermédiaires salariées, précipitent des franges entières de ces couches dans le lot commun du prolétariat et accélèrent brutalement la prolétarianisation de la petite bourgeoisie urbaine et des couches les plus basses de la paysannerie.

La conjonction actuelle de l'agitation étudiante, des manifestations et des émeutes paysannes et de l'action revendicative ouvrière est l'expression la plus pure de ce phénomène. Elle est pour nous l'occasion de rappeler l'attitude traditionnelle du prolétariat vis-à-vis des mouvements de couches et de demi-classes que regardent avec mépris uniquement ceux qui se figurent un capitalisme idéal qui aurait réduit la lutte des classes au seul affrontement de la bourgeoisie et du prolétariat.

Si l'on considère la situation dans le Languedoc, on notera que le taux de chômage dépasse 10 % de la population active, soit le double de la moyenne nationale. Quelle issue est offerte au petit paysan criblé de dettes, à la terre chargée d'hypothèques, que la coopérative a mis au travail au service du paysan riche tout en lui laissant l'illusion de la propriété nominale ? Quelle issue, au moment où les fluctuations bru-

tales de la monnaie font voler en éclats toute la démagogie gouvernementale du soutien aux cours dans des marchés excédentaires et rendent ses produits invendables ? Dans une période de prospérité, il aurait pu espérer une place de manœuvre, quitte à s'éloigner du pays ; mais aujourd'hui la peur du chômage accentue le réflexe immédiat du paysan ruiné qui essaie de sauver à tout prix son petit lopin en demandant notamment à l'Etat la garantie illusoire du prix de son produit ou l'arrêt des importations. Son horizon borné l'empêche de voir que de telles revendications le mettent à la merci du grand capitaliste agricole qui sera un des véritables bénéficiaires de cette mesure, ainsi que du propriétaire foncier qui pourra, par le mécanisme compliqué de la rente, faire tomber dans sa poche les petites miettes données par l'Etat au petit paysan. Il ne peut voir que ce pourboire du capital financier ne lui est

jeté que dans la mesure où l'on veut éviter des risques pour la paix sociale et qu'il ne fait au mieux que retarder sa ruine complète.

La situation d'une partie des étudiants — il s'agit des étudiants en tant que représentants des couches moyennes, bien entendu, et non en tant que représentants de la bourgeoisie — est comparable à celle du paysan pauvre et du semi-prolétaire des campagnes, avec bien sûr des caractères propres. Considérons seulement que, dans l'industrie, le rapport entre le personnel d'encadrement et le personnel ouvrier est en France supérieur de moitié à celui de l'Allemagne, que le salaire du cadre français est supérieur en moyenne à celui de ses collègues européens et notons le gonflement démesuré du secteur tertiaire en France par rapport au secteur industriel en comparaison avec « notre » principal concurrent, l'Allemagne, ainsi que le caractère

(suite page 4)

Les ouvriers espagnols à l'avant-garde

La vague de grèves qui a déferlé sur l'Espagne au début de cette année (cf. *Le Proletaire* n° 213) n'a pas reflué et a même grossi au cours du mois de février.

Manifestant pour la défense de leurs conditions de vie, de travail et de lutte (selon les termes mêmes du *Monde* du 6 mars ce qui caractérise la situation de la classe ouvrière espagnole, c'est : « la hausse rapide du coût de la vie, des salaires bloqués par le gouvernement et souvent très bas, des négociations qui traînent en longueur avec un patronat réticent, des licenciements en chaîne pour « faits de grève », la présence permanente de la police sur les lieux de travail », des dizaines et des dizaines de milliers de travailleurs sont descendus dans la rue.

Face à la montée des luttes revendicatives la bourgeoisie au pouvoir a utilisé tout l'arsenal des mesures répressives dont elle dispose : look-out dans les Asturies, appel à l'armée à Séville, arrestations d'ouvriers à Madrid, intervention systématique des brigades anti-émeutes avec utilisation de gaz lacrymogènes, matraques, balles.

A la fin février on comptait 300.000 grévistes dans l'ensemble du pays. « La situation se dégrade de jour en jour », écrivait *Le Figaro* du 27 février.

Un mois plus tôt, après avoir réaffirmé son intention de « défendre la production nationale et de garantir l'application de la loi », le chef du gouvernement avait déclaré : « Je veux qu'on sache clairement que le gouvernement ne s'est pas laissé surprendre face au climat d'agitation dont pâtit le pays, ces derniers jours. [...] La tolérance

a des limites. [...] Que personne n'oublie que le gouvernement qui a suivi avec une attention tendue le cours des événements ne va pas perdre son sang-froid [...] mais n'hésitera pas à appliquer les moyens, tous les moyens dont il dispose avec la fermeté qui sera nécessaire pour maintenir l'ordre, sous le seul empire de la loi » (*L'Humanité*, 29-1-76).

« Sous le seul empire de la loi », la police a donc tiré. De vraies balles : fin février un manifestant a été tué près d'Alicante, treize personnes ont été blessées à Vigo. Le mouvement n'est pas retombé : grève du bâtiment à Barcelone, grève des camionneurs un peu partout, grève des boulangers à Madrid, etc.

Dans le nord du pays, à Vitoria, 6.000 grévistes des entreprises Jovosa, Michelin et Forges d'Alavasa s'opposaient à la police. Pour tenter de briser la grève la ville fut mise en état de siège. Mercredi 3 mars la police a tiré à nouveau. Bilan : 4 morts, une centaine de blessés, dont une dizaine dans un état grave. Peu après un inspecteur de police sautait sur une bombe placée près du palais du gouverneur civil de Vitoria.

Pendant que le gouvernement déplorait l'« issue des événements » et rappelait « qu'il est en faveur de la coexistence et de la négociation » et tandis que les prêtres de Vitoria dénonçaient la « violence aveugle qui a coûté la vie à trois personnes qui n'étaient pas des criminels et ne troublaient pas l'ordre public » (*Le Monde* du 8 mars), le secrétaire général du PCE y allait lui aussi de ses jérémiades d'humaniste petit bourgeois et de responsable national pour regretter ce nouvel

accroc à la politique de conciliation et de collaboration de classe : « Les événements de Vitoria, avec leur bilan de morts et de blessés, rendent la situation particulièrement dramatique. A Vitoria, une fois de plus et comme sous le franquisme, les forces répressives ont tiré sur des manifestants pacifiques.

« Les événements de ces dernières semaines, avec l'amplitude spectaculaire que prennent les conflits et la dureté des luttes dans les différents secteurs (transports, enseignement, fonctionnaires, mineurs, construction, etc.), démontrent le besoin urgent de changement politique qui puisse conduire à une nouvelle situation dans laquelle [c'est nous qui soulignons] tous les problèmes pourraient être résolus dans une perspective démocratique et avec la totale participation des travailleurs » (*L'Humanité* du 6 mars).

Un ordre de grève générale a été lancé pour le 8 février, mais uniquement dans le Pays basque. Le communiqué commun du PSOE, de l'UGT, du PCE et des commissions ouvrières demande « au peuple basque de montrer son indignation ». Faisant état de la combativité des manifestants, *Le Monde* du 6 mars soulignait que « cette initiative [la grève générale] apparaît aussi comme une tentative de récupération d'une colère populaire spontanée et de mouvements de grève venant de la base par les organisations politiques et syndicales de l'opposition démocratique traditionnelle ».

Pendant que la gauche « s'indignait », la police, elle, continuait à frapper : 1 mort à Tarragone le 5 ; 5 blessés par balles près de Bilbao

(suite page 4)

Accidents du travail

Messieurs les assassins encaissent

Qu'est-ce que la propagande bourgeoise ? L'art de faire passer des vessies pour des lanternes, et les mesures de défense du capital (et donc d'attaque contre les conditions de vie des ouvriers) pour de généreuses « réformes ».

Les accidents du travail coûtent à la classe ouvrière un mort toutes les deux heures seulement en France ; ils commencent à coûter un peu cher à la bourgeoisie. L'an dernier, « le nombre des accidents ayant entraîné un arrêt de travail a eu une progression supérieure (plus 1,45 %) à celle des salariés (plus 0,62 %) » (*Le Figaro*, 3-3-76). Les « recherches » des divers organismes réunis depuis deux ans, au son d'une bruyante publicité, pour étudier les moyens d'« accroître la sécurité dans le travail » ont produit finalement un projet de loi, présenté à la presse le 9 mars dernier. On y promet naturellement de nouvelles commissions, des délégués syndicaux à la sécurité du travail (la CFTC est pour) : si cela ne fait pas progresser d'un iota la sécurité dans le travail, c'est toujours un moyen de multiplier les rouages de la collaboration de l'Etat et des bureaucraties syndicales... Mais voilà du sérieux : d'une part, le taux des cotisations des entreprises variera selon le nombre d'accidents enregistrés : bon moyen de dissuader les déclarations. D'autre part, alors que quelques juges avaient pris la loi bourgeoise au mot et inculpé des patrons, jusque-là responsables en droit des accidents, les mesures proposées permettront aux tribunaux de condamner et de faire payer... les ouvriers : « en cas d'infraction », le juge pénal pourra « à titre de sanction complémentaire interdire à l'auteur de l'infraction d'exercer, pendant une durée déterminée, la même fonction dans l'entreprise ou dans une entreprise similaire », et le chef d'entreprise « pourra prononcer un licenciement en cas de non-respect délibéré des règles de sécurité ». Tous les silicosés, estropiés, mutilés du capital, les rescapés de Liévin, d'Usinor, de tous les bagnes productifs où les ouvriers sont contraints par les rythmes de travail à commettre quotidiennement des « non-respects délibérés [...] des règles de sécurité », et invités par les bonzes syndicaux à renoncer à défendre leur peau en échange de dérisoires « primes de sécurité », tous ceux-là peuvent se réjouir. La bourgeoisie leur offre la consolation de payer en plus de leur poche le « déficit de la Sécurité Sociale », et donne au patronat un prétexte légal supplémentaire pour jeter des ouvriers à la rue.

Que la cause principale des accidents soit les cadences de travail toujours croissantes, et tous les moyens annexes d'extorsion de plus-value relative, les prolétaires n'ont pas besoin d'une énième enquête pour le savoir : un remède radical pour eux, c'est d'imposer par leur force de classe, par leur lutte, la diminution du temps de travail et des cadences sans lesquelles toutes mesures de sécurité sont illusoire, de s'opposer sur le même terrain à toute tentative pour leur faire, individuellement ou collectivement, payer de leur poche leur propre mutilation, et de préparer dans cette lutte la destruction du capitalisme-vampire.

L'exemple de l'horlogerie en Suisse

Les licenciements sont aussi au féminin

Durant la manifestation de soutien à la grève de « Bulova », on pouvait lire sur une banderole : « A Bulova, 75 % des ouvrières sont des ouvrières ». Même si le pourcentage n'est pas le même dans toutes les fabriques, la proportion de femmes employées dans le secteur horloger est importante : en 1973 elles représentaient 54 % de la main-d'œuvre.

Même en période de haute conjoncture les discriminations existaient puisque seulement 6,7 % des femmes de ce secteur touchaient un salaire mensuel. L'industrie horlogère suisse, qui exporte 97 % de sa production, est l'un des facteurs importants de l'industrie d'exportation helvétique. Mais les « désordres monétaires » liés à la récession internationale et à la concurrence toujours plus acharnée entre les capitaux ont entraîné une baisse de 30 % en moyenne des ventes de montres suisses sur les marchés traditionnels (USA, Europe). Cette crise pousse donc les grandes entreprises de l'horlogerie à n'utiliser que 60 % à 65 % de leur capacité de production. Pour garder une certaine marge bénéficiaire presque toutes les fabriques ont mis au chômage partiel ou complet une partie de leurs ouvrières.

En 1974 l'horlogerie occupait 75.000 travailleurs. Moins d'un an plus tard, elle n'en occupait plus que

54.000, soit 21.000 postes de moins (ces chiffres ne tiennent pas compte des travailleurs à domicile, mères de famille ou retraités qui travaillaient aux pièces et à la commande).

Les premiers licenciés sont, comme partout, les femmes mariées, les immigrés, les vieux, les jeunes. Comme pour les ouvriers immigrés, le Conseil Fédéral a proclamé ouvertement et à plusieurs reprises que les femmes constituaient une réserve commode de main-d'œuvre à employer en période de haute conjoncture mais qu'en période de basse conjoncture elles sont très bien à la maison ou peuvent s'employer comme aides bénévoles dans les hôpitaux ou les hospices, etc. Le puissant mot d'ordre « KIRCHE, KUECHE, KINDER » (Eglise, cuisine, enfants) réapparaissait. Quant aux syndicats, zélés défenseurs de l'Economie Nationale, leur position n'est pas différente. Cette attitude de mépris total de la femme prolétaire par les politiciens bourgeois et les syndicats opportunistes permet au patronat toutes sortes d'abus (par exemple, d'embaucher des ouvrières à 3,80 FS de l'heure — soit 6,65 Francs français) et ce d'autant plus facilement que la couche masculine du prolétariat, idéologiquement soumise au discours bourgeois et paternaliste sur la question féminine, ne se sent pas concernée.

En février et septembre 75, les

deux usines Bulova en Suisse avaient déjà licencié 376 personnes. Au cours de cette même année, les femmes travaillant aux chaînes de montage des montres ont pu garder leur travail à des conditions différentes. Du salaire horaire, elles sont passées au salaire aux pièces, les temps de pauses n'étant plus payés. Les temps de production ayant été abaissés trois fois depuis septembre, le patronat a pu par ce stratagème baisser les salaires des ouvrières.

Il est intéressant de noter que durant la grève de Bulova la question du salaire aux pièces n'ait jamais été effleurée. Pour le chômage partiel ou complet, la discrimination entre les sexes est encore plus évidente. Les hommes sont mis au chômage partiel à 10 % ou 20 % (en principe les hommes mariés à 10 % et les célibataires à 20 %) mais cette distinction subtile n'est pas toujours respectée, notamment lorsqu'il s'agit de travailleurs immigrés. Quant aux femmes mariées elles sont à 30 % en majorité et dans certaines usines à 50 %. Dans certaines usines, toutes les femmes mariées ont été licenciées cet été.

A titre indicatif, rappelons que les femmes sont moins couvertes par les caisses de chômage que les hommes, à cotisations égales.

Devant de telles discriminations, les femmes prolétaires tentent de réagir. Mais inorganisées, totalement laissées de côté par les syndicats opportunistes, cumulant les tâches ménagères et le travail à l'usine leurs réactions ne sont qu'une étincelle dans un océan d'indifférence.

A Bulova, où 75 % des prolétaires étaient des ouvrières, il fallait se pencher sur les questions pratiques qui se posaient aux femmes. Nous, communistes, qui revendiquons l'unité de la classe ouvrière, nous devons combattre pour soulager au maximum la femme prolétaire de sa double oppression. Laisser de côté ces problèmes, comme l'a si bien fait la FTMH à Bulova, c'est rejeter hors du combat ouvrier la moitié de la classe ouvrière.

Lutter contre les discriminations de salaires et d'emploi cela ne relève pas seulement de la défense élémentaire des travailleuses, c'est aussi une condition d'unification de tous les prolétaires.

Défense des chômeurs

(Suite de la page 1)

et la démocratie, l'existence d'une « masse de chômeurs désabusés et désemparés », avertissements dont le sens réel sera (et est déjà, à l'échelle des actions embryonnaires de quelques comités locaux semi-spontanés) la dénonciation comme « provocatrice » de toute action résolue, même fragmentaire, de chômeurs se plaçant sur un terrain de classe.

Les statistiques mondiales, et même les franches déclarations des Durafour et des Fourcade, dès qu'ils sont entre eux, ne cessent de confirmer la prévision marxiste : l'armée de réserve va continuer d'augmenter globalement, le chômage frappant d'abord les catégories les plus vulnérables — femmes, jeunes, immigrés — mais atteignant aussi des catégories de l'aristocratie ouvrière et faisant pression sur tous les salaires.

Ce qui distingue les communistes dans la lutte pour la défense des chômeurs, comme dans toute lutte immédiate, ce n'est pas forcément et toujours le chiffre des revendications qu'ils soutiennent ou avancent : c'est le fait qu'ils ne subordonnent ni leur formulation, ni la lutte pour ces objectifs aux besoins de l'économie capitaliste et de sa conservation, ou de telle ou telle « économie nationale ».

Contre tous les mensonges de la formation-promotion, des remèdes capitalistes à la crise du capital, les communistes doivent agiter parmi les chômeurs les revendications qui répondent à leurs besoins réels, besoins qui vont de la défense minimum (transports gratuits, suppression des impôts, action sur les loyers ou les diverses quittances) aux revendications générales qui lient leur combat à celui de la classe ouvrière.

C'est pour agir dans le sens de l'union des travailleurs que les communistes doivent agiter parmi les travailleurs actifs et surtout les travailleurs organisés, dans les syndicats comme dans les organisations qui naissent hors d'eux, l'exigence d'une solidarité active envers les chômeurs, solidarité sans laquelle la lutte de ces derniers est très difficile et sans laquelle la bourgeoisie peut même utiliser les éléments tombant dans la démoralisation complète contre les grèves et la lutte prolétarienne. Ils doivent non seulement agiter parmi les travailleurs actifs l'exigence d'un appui aux démonstrations et aux organisations de chômeurs afin d'exercer une plus forte pression sur l'Etat, mais aussi celle que les chômeurs puissent rester organisés dans les syndicats et puissent participer aux grèves.

Surtout, les communistes doivent avancer les revendications communes à tous les travailleurs actifs ou sans emploi, revendications qui permettent de combattre le couple barbare, provoqué par la concurrence, de la surexploitation pour les ouvriers actifs et du chômage accru pour les autres, et mettre en avant notamment :

- La semaine de 35 h sans diminution de salaire, et lutter pour des diminutions immédiates de l'horaire, et ils doivent aussi dans le même but agiter le principe du
- Salaire intégral aux chômeurs, principe qui ne sera pleinement réalisé que par la dictature du prolétariat, mais qui a l'avantage dès aujourd'hui de lier la lutte contre les effets du chômage à la propagande communiste, et de souder les rangs de la classe tout en apportant un soulagement réel aux chômeurs, même si l'on marche vers lui par des revendications intermédiaires, progressives et qui tiennent compte des rapports de forces réels, mais qui visent à assurer :
 - une indemnité tendant vers le salaire intégral pour tous les travailleurs privés d'emploi, payée par le patron et l'Etat, sans condition de durée et sans discrimination,
 - une indemnité au moins égale à un SMIC porté à 2.000 F pour tous les travailleurs à la recherche d'un emploi, jeunes, femmes, immigrés, et pour les appelés.

Solidarité avec les grévistes de MATISA (Suisse) !

Les ouvriers de MATISA Crissier et Renens ont cessé le travail le 8 mars, malgré les pressions et les intimidations patronales, après que l'Assemblée Générale rassemblant 250 travailleurs eut décidé la grève jusqu'à satisfaction des revendications, parmi lesquelles : pas de licenciement, maintien du salaire et des conditions de travail, paiement des jours de grève et aucune sanction contre les grévistes.

Le 11, un meeting de solidarité à Renens a rassemblé 1.500 personnes. Le 15, l'Assemblée Générale a refusé l'accord de capitulation honneusement passé devant l'Office cantonal de conciliation et d'arbitrage entre MATISA et le patronat (ASM) d'une part, la commission d'entreprise et les syndicats FTMH et FCOM d'autre part, et prévoyant la reprise du travail sans qu'aucune revendication soit satisfaite.

Le Comité de grève des travailleurs de MATISA et le Comité de Soutien à la grève ont lancé une collecte qui est indispensable au succès de la grève. Vous pouvez envoyer votre soutien financier à :

CCP 10-27-227 FOND D'ENTRAIDE, mention « soutien MATISA ».

Les camarades français sont priés de demander à la poste un « mandat de versement international » (MP 16) pour effectuer le versement sur ce compte en Suisse, et de remplir en même temps un bulletin de « transfert de fonds à destination de l'étranger » (3 ST-PTT).

Sur le fil
du temps

Tartuffe, ou le pacifisme

(Le début de cet article a paru dans le n° 215 du Proletaire.)

AUJOURD'HUI

Dans sa récente interview, Staline a fait largement usage de concepts politiques de paix, de guerre de défense, et de guerre juste.

Quand deux parties se disent mutuellement : vos affirmations sont de la pure propagande, alors qu'ils disent tous les deux exactement la même chose, la discussion est dans l'impasse. Attlee a accusé le gouvernement russe d'avoir engagé des préparatifs de guerre au moment où ses alliés occidentaux, l'Allemagne et le Japon une fois vaincus, avaient complètement démobilisé, et il veut y voir la preuve que la Russie a l'intention de provoquer une guerre. Staline répond que le gouvernement russe a lui aussi procédé à la démobilisation après 1945, et que le fait qu'Attlee mente sur ce point prouve que ce sont les occidentaux qui trompent leurs peuples pour les entraîner « dans la nouvelle guerre mondiale préparée par les cercles dirigeants des Etats-Unis d'Amérique ».

Les termes sont catégoriques et graves, car ce n'est pas le premier venu qui parle. Il n'existe pas au monde d'observatoire permettant de dire qui, de la Russie et des pays satellites ou bien des Etats-Unis et de leurs alliés atlantiques, s'arme le plus, ou qui a commencé le premier. Mais même si cet observatoire existait, cela ne changerait rien à la question. Du moment qu'un gouvernement, quel qu'il soit, de quel type qu'il soit, considère — à tort ou à raison, peu importe — qu'un conflit est hautement probable sinon certain, il peut très bien mener une politique répondant à un double objectif : éviter le conflit ou repousser le début des hostilités et, en même temps, s'y préparer du mieux possible. L'intensité et le temps nécessaire aux mesures de préparation militaire ne dépendent pas d'une soi-disant « volonté d'agression » qui n'a aucun sens. Elles sont fonction du niveau de l'appareil de production et des intérêts que provoquent dans cette économie les préparatifs de guerre. Celui qui a un appareil de production moins développé au niveau de l'industrie et des moyens de communication, et moins de réserves de produits, a besoin d'un « temps de pré-

paration » plus élevé, et par conséquent, même s'il est « uniquement préoccupé par sa défense » et se déclare « pacifiste » inconditionnel, il commence avant l'autre, à moins d'être idiot.

Supposons qu'il soit prouvé que la Russie a démobilisé plus lentement et a repris plus tôt les préparatifs militaires, ceci ne prouverait pas l'innocence de ces « cercles » américains que Staline accuse formellement, en ouvrant un procès qui pour nous est clos depuis des années et des années.

Le chef du gouvernement soviétique a voulu produire des arguments non pas de propagande mais « scientifiques » ; ses adversaires n'ont pas beaucoup relevé le défi. La Russie, dit Staline, consacre non seulement des centaines et des centaines de milliards à la reconstruction des territoires détruits par les Allemands et des dizaines et des dizaines de milliards à des travaux gigantesques comme les nouvelles centrales hydroélectriques sur la Volga et l'Amou Daria, mais elle pratique aussi la réduction des prix intérieurs des produits de consommation qui, si elle est effective, signifie d'une part amélioration du niveau de vie et, d'autre part, accumulation plus faible pour les nouveaux équipements et moins de dépenses pour la machine administrative. Si, en même temps, elle gonflait les dépenses d'armement et le budget de l'armée, « elle courrait le risque de connaître une banqueroute ».

L'argument est fort, mais il reste une question : que signifie la banqueroute dans une économie socialiste ? Elle ne pourrait vouloir dire qu'une chose : épuisement des travailleurs par manque de nourriture et excès d'efforts. Mais banqueroute veut dire que l'Etat est incapable de payer ses dettes, et cela a un sens dans un régime de capitalisme national : la propriété publique tombe aux mains de capitalistes privés, étrangers, sinon du pays même. Dans la déclaration de Staline, qui ne doit rien au hasard, est contenue une perspective de compromis (nous ne disons pas seulement une offre : l'offre, comme l'intention, la volonté ou la manœuvre, pèse peu aux yeux du marxisme). L'impérialisme occidental, dont l'appareil de production a été moins endommagé, qui a un niveau de vie moyen plus élevé, plus de réserves, qui contrôle les sour-

ces de matières premières et les réseaux mondiaux de communication (ne tenons pas trop compte du degré plus élevé de la technique et de la science appliquée), peut davantage accumuler et investir. Il pourrait accorder un prêt international au gouvernement russe, avec les mêmes engagements qu'il devrait destiner à la guerre.

Celui qui envisage l'hypothèse d'une banqueroute se considère exposé aux oscillations d'un marché, d'une bourse qui sont communs à lui et à son adversaire et concurrent.

Mais on retombe de la science économique dans l'agitation, une agitation qui selon nous non seulement n'est plus une agitation révolutionnaire de classe, mais n'apporte même pas un grand résultat sur le plan de la compétition nationale, quand on déclare que la victoire appartient aux troupes qui sentiront qu'elles se battent pour une cause juste. Une chose est de dire que, pour des marxistes, il y a des guerres justifiées ; autre chose est de se faire l'écho de l'opinion bourgeoise selon laquelle « la cause juste l'emporte toujours ». L'exemple de la guerre de Corée ne convient pas, aujourd'hui que les Russes reculent. Les soldats américains considèrent-ils cette guerre comme injuste ? Staline, heureusement pour lui, n'a jamais eu affaire aux soldats américains, animaux extra-philosophiques par excellence. Et que dirait-il alors des soldats allemands, qui ont combattu jusqu'au dernier dans des conditions d'infériorité écrasantes, avec le rendement militaire le plus fort du monde.

Les guerres d'aujourd'hui ne sont gagnées ni par la conviction ni par le fanatisme. Le facteur politique important dans l'opportunisme de guerre stigmatisé par Lénine, ce n'est pas que les soldats des différentes armées auraient gobé l'angélisme pacifiste et « défensiste » affiché par leurs gouvernants et généraux ; c'est qu'une force, celle des organisations prolétariennes, qui pouvait couper les jarrets aux états-majors derrière les fronts, fut mise par ses chefs au service de la guerre et que celle-ci ne fut pas sabotée. Le soldat, s'il pouvait suivre son idée et sa conviction, s'en rentrerait chez lui ; quand il se trouve pris dans l'engrenage militaire il suit d'autant plus la machine hiérarchique qu'il la sent bien équipée, décidée et agressive.

Il est tout à fait juste de dire que l'ONU est une organisation au service des agresseurs américains. Mais on a jeté le marxisme par-dessus bord quand on a admis que l'ONU pouvait être : « le rempart et la protectrice de la paix » et que ce n'est qu'après sa fondation qu'elle est devenue un instrument pour déchaîner une nouvelle guerre mondiale.

Dès 1919 (date du Premier Congrès de l'Internationale Communiste), nous savions que « la propagande pour la Société des Nations est le meilleur moyen pour troubler la conscience révolutionnaire de la classe ouvrière ». Avec la tardive découverte d'aujourd'hui, on admet qu'on a commis cette faute, qu'on a lancé « à la place du mot d'ordre d'une Internationale des républiques ouvrières révolutionnaires, celui d'une association internationale de prétendues démocraties, qui doit être réalisée au moyen d'une coalition entre prolétariat et classes bourgeoises » (1). Cela aussi, c'est Lénine qui l'écrivait, pour inciter à la lutte contre l'idée de la Société des Nations « organisation de pillage, d'exploitation et de contre-révolution impérialiste ».

Il s'agissait là de tout autre chose que d'admettre la Chine à l'ONU, ou d'y refuser la République Dominicaine.

La politique stalinienne est combattue par les marxistes de gauche parce qu'elle a détruit la seule force qui pourrait miner et battre la puissance impérialiste et militariste, la force de classe.

Cette position est aux antipodes de celle de tous les communistes et socialistes de droite qui se laissent entraîner vers la thèse selon laquelle l'Amérique est pacifiste et l'Union Soviétique belliciste. Et il

est inutile d'essayer de s'en tirer en disant à ces transfuges qu'ils sont payés par le capitalisme atlantique : il est sûr que pour arriver à de tels résultats, on a dépensé plus de roubles que de dollars.

Le point fondamental d'une position marxiste sur la situation actuelle ne peut-être que celui-ci : la campagne pour la sauvegarde de la paix et la lutte contre les fauteurs de guerre n'a aucun contenu sérieux, ni d'un côté ni de l'autre.

La seule chose qui provoque la guerre, c'est l'existence et le maintien du régime capitaliste.

Le gouvernement russe actuel n'a évidemment ni intérêt, ni désir, ni intention de déclencher une guerre.

Le gouvernement américain se prépare à la guerre comme alternative à la marche vers le contrôle capitaliste de toute l'économie mondiale, mais il est prêt à acquiescer ce contrôle au moyen d'une transaction diplomatique, ou économique (financière), qui ouvre également des perspectives immenses à la super-industrie et à la super-finance et qui peut être moins coûteuse qu'une victoire obtenue par la guerre.

Si la guerre éclatait par la force

des choses, ou à la suite d'une provocation américaine, ou même russe (puisque quatre-vingt-dix-neuf cerveaux humains sur cent ont besoin de savoir qui est l'agresseur), la chose qui est en même temps la moins probable et la plus désirable, c'est le démantèlement de la puissance étatique et militaire américaine, par une révolution interne ou par une défaite militaire.

L'autre issue, la plus probable, aboutit au même point que la « sauvegarde de la paix » et mène à la préparation de nouveaux affrontements intercapitalistes, si le mouvement autonome et révolutionnaire de classe n'arrive pas à naître.

Quant à savoir avec qui sera le gouvernement italien et si le sol italien sera foulé par les forces armées de l'Est ou de l'Ouest, après avoir été loué ou après avoir été envahi, c'est là un détail qui ne change rien à ces perspectives difficilement définissables d'un avenir agité.

(1) Thèses du Premier Congrès de l'IC sur la situation internationale et la politique de l'entente (1919).

Des cantonales politiques...

Dans une situation sociale qui s'échauffe, au moment des négociations salariales dans la fonction publique et dans le secteur nationalisé, au moment où les conflits se multiplient à propos de licenciements ou de salaires avec la reprise de l'activité, au moment même où les affrontements des vigneron du Midi avec les forces de l'ordre deviennent sanglants et où l'agitation parcourt les couches moyennes et les étudiants, des élections étaient une véritable aubaine pour canaliser dans l'isolement inoffensif les ressentiments et la colère nés de la misère et de l'oppression étatique accrue qui l'accompagne.

Jamais élections cantonales, qui d'ordinaire passent inaperçues, n'ont vu pareille participation depuis 1945. Il faut dire que la gauche a senti que sa mission était de leur donner un « sens politique », et toute la propagande officielle et semi-officielle est venue applaudir à cette heureuse initiative.

Mais avec ses 54 % de suffrages exprimés, la gauche a le succès modeste. Surtout pas de triomphalisme ! Ces élections n'étaient qu'un test ! Que les travailleurs n'en viennent pas à prendre leurs désirs pour des réalités et à croire qu'il faut maintenant exiger de l'Etat quelque chose qui ne viendrait pas des urnes. Il faut savoir attendre tout gentiment... 1978 !

A moins que la bourgeoisie, qui sait maintenant qu'un gouvernement PS-PC est électoralement possible ne décide de provoquer des élections plus tôt s'il s'avérait nécessaire avant cette date de verser de l'eau sur la poudre d'un mouvement social trop ample et de faire accepter par la classe ouvrière l'austérité indispensable à la santé, non pas des prolétaires, bien entendu, mais d'une économie nationale allant de Charybdes productifs en Scyllas monétaires...

...au cantonalisme « révolutionnaire » !

Il n'y a pas de raison que la LCR s'arrête dans la caricature du « parlementarisme révolutionnaire ». Après le présidentielisme, voici le cantonalisme « révolutionnaire » !

La LCR reconnaît certes que le conseil général, peuplé de « notables locaux », n'a « en réalité aucun pouvoir », et que « les conseils généraux sont les lieux privilégiés où les partis « s'ancrent » dans la « réalité nationale » à coups de passe-droits, d'influences, etc. », c'est-à-dire le lieu de la collaboration de classes au niveau le plus mesquin en même temps que des combines entre groupes d'intérêts locaux de la bourgeoisie. Elle n'en appelle pas moins à voter, et à « voter pour les organisations ouvrières (PSU, PC, PS) », après avoir demandé aux candidats de ces partis de prendre position entre autre sur la question de la défense des soldats et militants inculpés, comme si une éventuelle déclaration électorale pouvait racheter des semaines de sabotage de toute action.

L'ordre dans lequel ces organisations « ouvrières » sont citées n'est d'ailleurs pas indifférent : « Là où le PSU présente des candidats, la LCR appelle à voter pour eux au premier tour, consciente qu'un tel vote est perçu comme une prise de position plus radicale qu'un bulletin en faveur de l'Union de la Gauche. Ailleurs (et, si on comprend bien, partout au deuxième tour, car il faut que les bulletins comptent !), la LCR appelle à voter pour les candidats du PC et du PS ». Un vote pour le PSU est donc perçu (et par qui ! ?) comme « plus radical encore » qu'un vote pour le PC ou le PS. Et pourquoi ? Peut-être parce que la campagne électorale du PSU « vise un double objectif : affirmer le parti comme force nationale aux côtés de l'Union de la Gauche ; mener campagne sur l'armée pour capitaliser les luttes menées depuis trois mois en faveur des soldats ». Votez donc PSU pour faire de ce parti une force nationale, appoint au PC et PS, et pour lui permettre de « capitaliser » les luttes des soldats et des antimilitaristes dans son programme de défense nationale !

Mais il n'y a pas que des candidats « roses » : « Là où se présentent des candidats « verts », la LCR participera aux comités de soutien si leur campagne s'inscrit dans un cadre plus vaste de dénonciation du système capitaliste », conclut le BP de la LCR (voir Rouge du 27-2). N'est-il pas stupide d'exiger des « verts », c'est-à-dire des candidats paysans, qu'ils dénoncent, eux, le système capitaliste alors qu'on encense des organisations « ouvrières » qui ne rêvent que de l'aménager et le défendent ?

Brevet de « radicalisme » décerné aux agents de la bourgeoisie au sein du prolétariat et capitalisation électorale des luttes de classes, voilà à quoi se réduit la tactique de la LCR. Nous sommes aux antipodes du « parlementarisme révolutionnaire » préconisé par l'IC, et que nous repoussons pour des raisons tactiques (voir notre brochure « La question parlementaire dans l'IC »). Ici, il ne s'agit plus que de crétinisme électoral.

Salut aux ouvriers mauriciens !

Le dimanche 14 mars s'est tenu un meeting à l'appel du Mouvement des Travailleurs Mauriciens. Ce dernier s'était créé en 1973 autour du mot d'ordre de régularisation des sans-papiers - partir d'une grève de la faim à Mémilmontant.

Nous saluons la lutte des travailleurs mauriciens qui réclament outre la régularisation immédiate de tous les sans-papiers, l'égalité de droits entre travailleurs français et immigrés et luttent pour l'abolition de tout contrôle à l'immigration. Nous citons un de leurs tracts :

« Les ouvriers immigrés, en n'ayant pas de papiers, de droits égaux avec ceux des français, sont obligés d'accepter des bas salaires et c'est toute la classe ouvrière qui se trouve affaiblie. Les travailleurs mauriciens en luttant pour leurs papiers et leurs droits au travail mènent un combat qui intéresse non seulement les autres ouvriers immigrés mais l'ensemble de la classe ouvrière des français et des immigrés. »

Puissent les ouvriers répondre à cet appel, en dépit de la honteuse collaboration des directions syndicales avec l'Etat, collaboration qui se manifeste avec clarté quand elles revendiquent le contrôle de l'immigration !

Lecteurs, sympathisants soutenez la presse du Parti. Souscrivez !

presse internationale

Voici le sommaire du n° 5 (5 mars 1976) de :

il programma comunista

- Un congresso di falsi ortodossi e di veri rinnegati.
- Onore a Luanda e alle lotte d'emancipazione in Africa nera !
- Questione femminile e lotta di classe.
- La corsa agli scandali nasconde la corsa agli armamenti.
- Moralizzare !
- L'industria russa nel ciclo dell'accumulazione postbellica (1).
- Emigrazione nei paesi « socialisti ».
- Cina. Qual è la « via capitalista » ?
- La borghesia si interroga sulla crisi della lira.
- Conferenza di organizzazione di A.O.

souscription permanente

Liste n° 1

Apo, 326 ; un lecteur, 126 ; lecteur, soutien, 50 ; Gabriel, 361 ; Valer. (reliquat), 90 ; Monti (rel.), 90 ; Paris, 4408 ; Valence, 50 ; Angers, 916 ; Toulouse, 43 ; Laus., 227,50 ; souscription exceptionnelle, 2452.

Total liste n° 1 9.138,50

Communisme contre démocratie

(suite de la page 1)
Avions-nous vraiment besoin d'enrober de la confusion charriée par ce mot, qui exprime tout le poids de l'opportunisme, le mécanisme électif utilisable dans les organisations de la classe ouvrière, les revendications égalitaires et interclassistes dont la pleine réalisation est désormais liée à la victoire de la révolution prolétarienne, ainsi que les revendications qui favorisent les conditions de la lutte ouvrière ?

Voici pourquoi, la Gauche d'Italie n'avait pas seulement revendiqué la lutte contre la « démocratie bourgeoise » et la « démocratie en général » ; elle avait aussi montré l'exigence d'exclure politiquement et théoriquement cette contradiction dans les termes que sont la « démocratie de classe » ou la « démocratie ouvrière ».

*

Depuis l'époque où la démocratie jeune et ardente ouvrait les voies du socialisme le fusil à la main, et même depuis celle où devenue adulte et rassie, elle présentait au prolétariat le socialisme comme la « continuation de la démocratie » par l'élargissement des majorités parlementaires et à coups de réformes sociales, le temps a passé.

Le capital financier s'est encore plus concentré, son interpénétration avec la machine de l'Etat est encore plus achevée, son assujettissement des partis parlementaires encore plus complet, sa mainmise sur les partis opportunistes — et par leur biais sur les organisations ouvrières — encore plus criante, et la démocratie n'est plus que la vieille courtisane empommagée avec laquelle le maître et protecteur tente encore de faire consentir les sacrifices au prolétariat. La démocratie moderne et impérialiste, c'est le consensus. C'est la collaboration volontaire des classes, grâce à l'entremise des par-

tis opportunistes, tandis que lorsque l'opportunisme ne peut plus remplir sa fonction, la bourgeoisie doit garantir cette collaboration par la force et la contrainte, par le parti fasciste.

Qu'est-ce que la démocratie de Marchais ? La réduction des inégalités sociales baptisée « démocratie sociale », la fin de la puissance des monopoles par le moyen de la nationalisation et le contrôle parlementaire, baptisée « démocratie économique », et « la démocratie politique », qui sera « le pouvoir du peuple travailleur », la démocratie à tous les niveaux, « dans l'entreprise, la commune, la région » et... « au gouvernement lui-même » (Action, n° 3, Journal du PCF pour les entreprises).

La démocratie fait mieux qu'hier, elle n'ouvre plus les voies du socialisme, elle est le socialisme. Mais, bien sûr, le socialisme fade qui remplace l'abolition des classes et du salariat par la rengaine petite-bourgeoise de « réduction des inégalités », qui abat la puissance des monopoles par la terrible arme du bulletin de vote mais qui s'empresse évidemment de défendre le pays et donc les monopoles baptisés d'Etat et même les monopoles tout court contre les monopoles étrangers, au moyen d'une bonne « défense nationale », un socialisme qui, sur cette base, fait participer la classe ouvrière au maintien de l'ordre établi.

Le programme du parti radical se résume en deux mots : « patrie » et « démocratie ». La différence avec le PCF, qui a abandonné le socialisme pour la démocratie, est simplement que celui-ci a ajouté au programme traditionnel des radicaux qui, dans leur jeunesse, n'iaient qu'il y eût une « question sociale », le mot « participation », participation à la marche du capital, à la défense de l'Etat impérialiste en échange de quelques promesses pour demain. En d'autres ter-

mes la « démocratie jusqu'au bout », à l'heure du consensus, c'est la collaboration jusqu'au bout par les moyens du mensonge opportuniste s'appuyant sur la force d'intimidation de l'Etat pour les secteurs combatifs. Loin d'être la démolition de l'Etat qu'elle supposait hier, laissant la place au prolétariat, elle est défense de l'Etat impérialiste jusqu'au bout, jusques et y compris dans la guerre impérialiste et contre la révolution prolétarienne, comme l'ont déjà montré deux guerres mondiales et les traçiques événements d'Europe centrale en 1919-1923 et d'Espagne dans les années trente.

*

Au moment où les zéloteurs de l'enrichissement de la théorie jettent aux orties les derniers principes comme la « dictature du prolétariat », qui les rattachaient encore formellement à un marxisme depuis longtemps foulé aux pieds, et ce avec l'argument habituel que « les conditions ont changé », l'ironie de l'histoire veut qu'ils rabâchent en réalité les vieilles sornettes, qu'ils mettent en avant le côté accessoire du mouvement, dépassé par l'histoire, et qu'ils l'érigent en une norme, en un dogme vide et creux dans le catalogue des recettes infaillibles qui leur sert de théorie et de programme.

Sans fidélité aux principes, il n'y a pas de marxisme vivant. Nous, les dogmatiques, avons pu modifier notre appréciation de la démocratie parce que nous avons toujours gardé sûrement en mains la boussole de la théorie et des principes. En même temps que l'histoire nous a confirmé nos principes, elle nous a enseigné que les forces sociales qui se meuvent sur le terrain de l'histoire mûrissent et finissent par épuiser leurs potentialités pour s'aligner de façon différente. Non pas arbitrairement, et de façon accidentelle, mais pour de grandes périodes historiques et dans d'immenses aires géographiques. Elles modifient leur attitude, et nous obligent donc à marcher toujours plus directement vers notre but, à de grands tournants de l'histoire.

Il faut se débarrasser des scories d'un passé révolu. Le mouvement communiste ne peut naître qu'en ôtant la peau démocratique dans laquelle il a fait ses premiers pas, mais qui l'a ensuite paralysé avant de le jeter sous les coups de la contre-révolution. Aujourd'hui nous devons appliquer à la lutte politique ce qui, dès le début, était clair dans notre théorie : communisme contre démocratie !

Les ouvriers espagnols

(suite de la page 2)

le 6 ; 1 mort, 1 blessé grave, le jour de la grève générale, à Basauri et Renteria.

Alors qu'à Basauri 15.000 personnes approuvaient, en signe de protestation, une grève générale illimitée et que des ouvriers de Vitoria allaient dans les usines de Madrid lancer des appels à la solidarité de classe, que faisait la gauche ? Elle lançait des appels au calme et, naturellement, « protestait » contre l'action de la police, les arrestations arbitraires d'ouvriers, « réclamait » l'établissement des libertés démocratiques « dont l'absence est la

(suite de la page 1)

cause permanente des problèmes du pays » (L'Humanité du 11 mars) et demandait enfin « à négocier un changement de pouvoir avec les institutions permanentes de l'Etat » (Le Monde du 13 mars).

Au Pays basque, les manifestations, la grève générale avec ses 500.000 participants, ne sont pas seulement l'expression de la colère ouvrière. Il reste que c'est la classe ouvrière qui est en première ligne et que c'est sa résistance que la bourgeoisie espagnole veut briser, à Bilbao comme à Madrid, à Barcelone comme à Oviedo.

Il est clair que pour défendre ses conditions de vie, pour lutter contre la répression légale (le 8 mars à Madrid cinq employés des Postes qui n'avaient pas obéi à l'ordre de réquisition lancé par le gouvernement lors de la grève de la mi-janvier ont été condamnés à six mois de prison), pour se défendre contre les violences policières comme pour se préparer à répondre par la violence de classe à la violence bourgeoise, la classe ouvrière d'Espagne ne peut rien attendre des laquais du capital, apôtres de la conciliation nationale et de la « rupture » démocratique. Elle ne peut compter que sur elle-même, sur sa propre force. De ces luttes naît l'exigence du parti de classe qui seul peut faire d'autant de sacrifices les prémisses de la victoire sur le capital.

Luttes des demi-classes

prime liée à leur rôle d'amortisseur de la lutte sociale.

Nous devons donc affirmer que si l'élimination de la petite production par la grande est un fait historiquement progressif, même si le capitalisme le réalise par la ruine et la misère du petit producteur, la prolétarisation de la paysannerie et des couches moyennes est un facteur indirectement utile à la lutte prolétarienne dans la mesure où elle crée des failles dans le mur de la paix sociale. Mais cette mise en mouvement des demi-classes n'est pas linéaire et univoque. Si nous faisons abstraction de leurs potentialités et de leur aptitude différentes à se lier à la lutte prolétarienne — et de ce point de vue les communistes ont toujours attaché une attention particulière à la paysannerie pauvre —, ces classes aux intérêts intermédiaires, sans avenir historique et donc sans programme propre, ont une conduite et une idéologie oscillantes qui les pousseront à se mettre toujours du côté du plus fort.

Lorsque le prolétariat n'a aucune force, la bourgeoisie peut prendre appui sur leur côté petit-bourgeois, sur leur réaction spontanée de défense de leur misérable lopin de terre ou de leur bikini culturel, afin de canaliser leur révolte dans le soutien à l'Etat en présentant l'étranger et le prolétariat comme responsables de tous leurs malheurs, pour les engager dans les troupes du chauvinisme, de la xénophobie et du racisme militants et dans la lutte du fascisme et de ses bandes contre la révolution.

Un fort mouvement prolétarien doit, lui, tenter de prendre appui sur le côté prolétarien de ces couches, qui tient à leur « passage imminent dans les rangs du prolétariat », afin d'en neutraliser la plus grande partie dans son affrontement avec la bourgeoisie et d'attirer à lui les éléments les plus sincères, ainsi que certaines couches comme les paysans pauvres, dont le mouvement communiste escompte qu'ils appuieront la lutte prolétarienne au moment de l'assaut révolutionnaire ou après la prise du pouvoir.

(à suivre)

Struttura economica e sociale della Russia d'oggi

Notre texte de Parti, Struttura economica e sociale della Russia d'oggi (Structure économique et sociale de la Russie d'aujourd'hui), qui avait paru entre 1955 et 1957 dans notre journal en langue italienne « Il Programma Comunista », vient d'être publié en Italie pour la première fois en volume à part et en édition intégrale. Ce volume comprend aussi d'autres textes, qui sont (nous donnons les titres en français) : Les grandes questions historiques de la révolution en Russie ; La Russie dans la grande révolution et dans la société contemporaine, et enfin un texte intitulé Recherche critique de parti et dialogues avec l'ennemi qui est consacré au XX^e Congrès du PCUS.

« Non seulement la Russie n'est pas aujourd'hui une société socialiste, mais ce n'est même pas une république socialiste » : telle est la conclusion critique de cette étude longue et complexe. En d'autres termes : la structure économique et sociale russe n'est pas socialiste et le pouvoir politique qui y préside non plus. Mais l'autre face de cette conclusion, la face positive, est la suivante : « Restent socialistes, à la lumière de l'histoire révolutionnaire, la Révolution d'Octobre, et la cohérente, monolithique, clairvoyante construction de Lénine du chemin de la Russie ».

Cette construction, qui est étroitement soudée à la théorie des révolutions doubles chez Marx et Engels, et que Lénine a constamment rappelée jusqu'à sa mort, fixait au jeune prolétariat russe, dès les premières années du siècle, la tâche de « pousser à fond » la révolution antiféodale et antisariste, à la tête des masses paysannes, avec l'arme du pouvoir d'Etat conquis et exercé de façon dictatorial, et de « gérer » dans ce cadre la transformation de l'économie de cet immense pays aux formes dans une très large mesure précapitalistes en un capitalisme pleinement développé, en un capitalisme d'Etat dans l'industrie et l'agriculture, en préparation et dans l'attente de ce saut au socialisme que seule la révolution politiquement et socialement prolétarienne dans les pays capitalistes avancés — une révolution préparée sans relâche — devait rendre possible.

La victoire du stalinisme sera la victoire des forces économiques et sociales, que la dictature politiquement prolétarienne et socialiste d'octobre 1917 aurait dû contrôler, sur le parti qui avait exercé de façon inflexible cette dictature pendant et immédiatement après la guerre civile et qui, dans son cours victorieux, n'avait jamais cessé d'affirmer que sa propre existence dépendait de la révolution mondiale et était subordonnée à elle jusqu'à la victoire définitive.

Les étapes de la Révolution d'Octobre, de la guerre civile et de la dictature prolétarienne et bolchévique, ainsi que celles du stalinisme, — qui confirment a contrario ce principe fondamental du marxisme, à savoir le caractère international, le contenu non national et donc non populaire, non démocratique de la lutte d'émancipation de la classe ouvrière —, sont ici suivies dans leur cours dramatique, et sont toujours reliées aux questions vitales de doctrine, de tactique et d'organisation du mouvement communiste, le long d'un fil qui unit sans solution de continuité Marx à Lénine et à la Gauche, ce fil que la contre-révolution désignée par le terme de stalinienne a brisé et qu'il faut aujourd'hui, à travers les difficultés, renouer, défendre et transmettre aux jeunes générations pour que le chemin de la révolution prolétarienne reprenne sur la voie unique, la voie maîtresse qui est la sienne, contre toutes les déformations des inventeurs de voies « nouvelles » et, naturellement, « nationales ».

Le volume, 752 pages : 45 F — Commandes au « Prolétaire ».

permanences du parti

EN BELGIQUE

• A Bruxelles : le dimanche 4 avril de 10 h à 12 h, café-bar Europarty, salle du fond (demander Editions Programme), Waayenberg 48, quartier Léopold (près de la place Blyckaerts).

EN FRANCE

• A Aix-en-Provence : stand à la faculté de Lettres les mercredis 24 mars et 7 avril de 14 h à 17 h.

• A Amiens : le dimanche 21 mars de 10 h à 12 h, café « La Rotonde », place R.-Goblet.

• A Lille : les dimanches 28 mars et 10 avril de 10 h à 12 h, 27, rue Adolphe.

• A Lyon : brasserie de l'Etoile, 1, cours Gambetta, le premier samedi de chaque mois, de 15 h à 16 h.

• A Marseille : la permanence est provisoirement fermée. Pour prendre contact, écrivez à F. Gambini, B.P. 266 - 13211 Marseille Cédex 1.

• A Mulhouse : le premier samedi de chaque mois, de 15 h à 17 h, Klapperstei 68, 4, rue Gutenberg.

• A Paris : 20, rue Jean Bouton (12^e) Le samedi, de 16 h à 19 h, et le dimanche, de 10 h à 12 h (escalier métallique au fond de la cour à gauche), métro Gare de Lyon.

• A Strasbourg : le samedi de 14 h à 16 h, 7, rue des Couples, porte vitrée à droite (près de la place du Corbeau).

• A Toulouse : vente tous les dimanches de 11 h à 12 h au marché Saint-Sernin.

LECTEURS ET SYMPATHISANTS DE SUISSE

Vous pouvez prendre contact avec nos militants en écrivant à :

B.P. 85
Montchoisy
LAUSANNE 19

directeur-gérant
F. GAMBINI

Imprimerie « E.P. »
232, r. de Charenton, Paris-12^e

distribué par les NMPP
N° d'inscription à la commission
paritaire de presse : 52926

Presse Internationale

Communist Program n° 2 a paru. Au sommaire : PARTY AND CLASS

Lisez et diffusez

EL PROGRAMA COMUNISTA

*

PROGRAMME COMMUNISTE